

## Cndd-Fdd : «Des sanctions contre le Major Pierre Buyoya»

20/10/2018 [Egide Nikiza](#)

<http://www.iwacu-burundi.org>



Le président **Buyoya** (à droite) avec l'ancien président béninois **Yayi Boni** en train d'observer les élections présidentielles au Mali.

Le secrétaire général du parti au pouvoir n'a pas été tendre envers l'ancien chef d'Etat, Pierre Buyoya dans la déclaration marquant le 25ème anniversaire de l'assassinat du héros de la Démocratie. Il plaide pour des sanctions à son encontre.

*«Le parti CNDD-FDD s'étonne que le Major Pierre Buyoya continue à se voir offrir la tribune sans honte ni crainte dans les salons de l'Union africaine et de l'ONU, où elles osent lui conférer des fonctions de médiateur pour d'autres pays africains en situation de conflit, au lieu de lui imposer des sanctions, comme si ce qu'il a fait au peuple burundais était un modèle pour le reste du monde»,* lit-on dans la déclaration sortie ce samedi 20 octobre.

Selon lui, le président Buyoya fait des aveux «lui-même» dans son livre *“Les Négociations Inter burundaises, La longue marche vers la paix”* quant à sa responsabilité dans la crise d'Aout 1988, connue dans l'opinion sous l'appellation de «Ntega et Marangara». Pour rappel, cette crise qui éclate au moment où le président Buyoya est en visite en République du Congo a été circonscrite sur les deux communes respectivement des provinces Kirundo et Ngozi.

Le secrétaire général du CNDD-FDD assure que l'ancien chef d'Etat burundais était le «chef de file des torpilleurs de la démocratie» et qu'il est connu pour «ses coups d'Etat à deux reprises». Pour rappel, le Major Pierre Buyoya renverse, le 3 septembre 1987, le président Bagaza, ressortissant de la même commune de Rutovu en province Bururi que lui, pendant que ce dernier était à Québec pour le sommet de la Francophonie.

### La Belgique épinglée

A la suite de son échec aux élections du 1<sup>er</sup> juin 1993 qui consacrent une large victoire au candidat du Frodebu, Melchior Ndadaye, Pierre Buyoya, candidat de l'Uprona, reconnaît le verdict des urnes. Il remet le pouvoir au chef de l'Etat élu le 10 juillet de la même année.

Trois ans plus tard, Pierre Buyoya renverse le 25 juillet 1996 le président Ntibantunganya et celui-ci prend refuge à l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique à Bujumbura. Par ce fait, Evariste Ndayishimiye en déduit que «le régime militaire» qui dirigeait le Burundi sous la troisième République, inaugurée par Buyoya, n'a pas digéré le changement démocratique.

Ainsi, soutient-il, «le coup d'Etat rampant» amorcé en 1993 a abouti avec l'éviction du président Ntibantunganya, respectivement chef de la diplomatie burundaise et président de l'Assemblée nationale sous Ndadaye et sous Ntaryamira. Il regrette que la Communauté internationale ne soit pas intervenue : *«Buyoya renversa Ntibantunganya sous l'œil complice de la communauté internationale»*. Et aussitôt de lâcher : *«Tous ces crimes furent commis avec les encouragements et le soutien de la Belgique»*.

Pour rappel, le président Nkurunziza et son gouvernement, ont soutenu en 2014, le candidat Pierre Buyoya qui brigait la succession du président Abdou Diouf, au poste du secrétaire général de la Francophonie.